Imposer un mouvement de blocage de l'économie pour obliger le gouvernement à retirer sa contre-réforme des retraites

Copyright : Photothèque Rouge /Martin Noda / Hans Lucas.

Oh surprise ! Les directions des grandes centrales syndicales ont attendu ce mardi 10 janvier 2023, jour d'annonce du plan de réforme des retraites du gouvernement, pour appeler à… une journée isolée de mobilisation le 19 janvier. Alors que le plan du gouvernement était clair, connu de toutes et tous : on savait que la réforme voulue par le gouvernement allait être désastreuse : report de l'âge de départ à 64 ans, avec une augmentation du nombre d'années de cotisations (passage à 43 ans de cotisations en 2027 au lieu de 2035 selon la contre-réforme Touraine de 2014). Et pourtant, les directions syndicales, dont la si grande unité contre ce projet de réforme est rare, a attendu pour, en plus, faire ce qui était malheureusement attendu : « le minimum syndical ».

Le mécontentement de la population contre les politiques en général, et contre ce projet de réforme en particulier, est grand, très grand. Il en faut sans doute peu pour que ce mécontentement explose et que des centaines de milliers de personnes expriment massivement leur défiance face à un gouvernement toujours plus au service des riches, et voulant toujours plus détruire tous les acquis sociaux, pourtant fondamentaux pour les exploité·e·s.

Malheureusement, il y a de la résignation, et les forces syndicales sont de plus en plus faibles. Les directions syndicales ont une lourde responsabilité. Leurs stratégies lors des quelques mouvements massifs nationaux nous ont toujours mené dans le mur et la défaite : journées isolées sans lendemain, pas d'annonce de plan de mobilisation, pas d'annonce d'objectif de grève générale bloquant l'économie, pas d'organisation et d'impulsion d'un mouvement permettant de renverser le rapport de force entre le gouvernement au service du patronat et les exploité·e·s.

Pour arriver à faire reculer le gouvernement, il va falloir mettre les bouchées doubles ! L'unité syndicale est un gros atout. Toutes et tous, dans nos syndicats, œuvrons à la

construire. Cependant, cela ne sera pas suffisant, il nous faut tout faire pour dépasser ce cadre restreint et que l'ensemble des travailleurs et des travailleuses, syndiqué·e·s ou non, s'organisent et construisent un mouvement d'ampleur qui affronte directement le gouvernement et le patronat. Pour cela, il nous faut œuvrer à développer des cadres d'auto-organisation, des assemblées générales sur nos lieux de travail, dans nos quartiers, mettons en place des comités de mobilisation sur un maximum de lieux de travail. Il nous faut aussi impulser quand cela est nécessaire des prises de positions de ces assemblées, notamment pousser à déborder les directions des centrales syndicales en appelant à un plan de mobilisation d'ampleur, à construire un mouvement de grève qui s'étendrait pour bloquer l'économie, et interpeller les directions des centrales syndicales pour qu'elles appellent à un tel plan de bataille. Un des enjeux est aussi d'unifier le mouvement sur les lieux de travail avec le mouvement sans doute renaissant des gilets jaunes dont le premier acte du 7 janvier 2023 est prometteur.

Le gouvernement table sur une résignation malgré un mécontentement très fort. Pour renverser ce rapport de force, cela passera par la popularisation d'une stratégie de mobilisation qui peut être victorieuse : taper massivement au cœur du système. Sans la production quotidienne des travailleurs et des travailleuses, l'économie ne tient plus. Une fois le pays arrêté, et les classes dirigeantes dans l'impasse et la peur, alors nous pourrons, nous les exploité·e·s, les prolétaires, les opprimé·e·s, imposer un recul du gouvernement. Et même mieux : battons-nous enfin pour de réelles avancées sociales d'ampleur. Pour cela, il faudra renverser la logique capitaliste et construire un autre monde, jeter les bases pour construire une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions : une société communiste.

Lucas Battin, le 11 janvier 2023